

Inde : la société civile « anticorruption » fait son entrée dans le jeu électoral

Vinod Raina¹

Si l'Inde est souvent le théâtre de mobilisations rurales, le mouvement qui a le plus défrayé la chronique l'an dernier fut le mouvement « anticorruption » d'Anna Hazare. En dépit d'un fort capital de sympathie, il a fini par s'essouffler brusquement. La conversion du mouvement en parti amène à soupçonner ses dirigeants de nourrir leurs propres ambitions, alors même qu'ils dénonçaient le jeu électoral et politicien comme source de corruption.

Au-delà de sa diversité bigarrée, deux éléments caractérisent l'*ethos* démocratique de l'Inde : la loi du nombre et le chaos. On peut aisément le voir sur les routes, dans les médias, dans sa structure politique ou encore dans la composition de sa société civile. En Inde, près de cinquante partis politiques s'affrontent lors des élections nationales et provinciales ; la société civile compte plus de deux millions d'organisations officiellement reconnues et les mobilisations actuelles sont si nombreuses dans le pays que les comptabiliser tiendrait de la gageure. La plus grande démocratie du monde est immense, bruyante et chaotique, mais, miraculeusement, elle fonctionne.

La société civile indienne rassemble en son sein divers secteurs. L'on y trouve d'abord, aux côtés des classiques ONG, des

1. Universitaire et activiste indien, membre du Central Advisory Board of Education et du conseil international du Forum social mondial, coordinateur de *The Dispossessed: Victims of Development in Asia* (Arena Press).

organisations populaires de service civil, appelées « agences volontaires » (AC), qui prônent la frugalité et des modes de vie simple, dans l'esprit gandhien, et se dévouent généralement aux causes sociales; ensuite, des groupements nettement plus politiques, quoique généralement non partisans, appelés « mouvements sociaux »; et enfin, des organisations de masse, lesquelles comptent le plus grand nombre de membres.

Résistances aux pressions sur les terres et les ressources

Ces dernières années, la plupart des mouvements sociaux en Inde se sont mobilisés en réponse aux conséquences d'un développement économique à forte croissance qui pousse l'État à céder toujours plus de terres, de forêts, de réserves d'eau, etc., au profit de l'industrie, des exploitations minières, des agglomérations urbaines, des ports et des aéroports, des centrales nucléaires, ainsi qu'à d'autres infrastructures en pleine expansion (routes, parcs d'attractions, terrains de golf, etc.).

Parce qu'ils en sont les premières victimes, les paysans et les communautés indigènes (*adivasis*) se sont généralement retrouvés à l'avant-garde de ces luttes. Partout, ils ont résisté aux déplacements forcés ou à l'usurpation de leurs ressources collectives. Les luttes de Posco, Kalinga Nagar et Niyamgari dans l'État d'Orissa; Singur et Nandigram dans le Bengale-Occidental; Noida et Gurgaon près de Delhi; autour des sites nucléaires de Jaitpur et Koondakulam; et celles pour la préservation des rivières de Narmada ou de Koel Karo sont autant d'exemples de ces mobilisations. S'ils livrent un dur bras de fer avec les autorités publiques, dans leur écrasante majorité, ces mouvements de résistance n'en ont pas moins adopté des méthodes de désobéissance civile non violente, inspirées directement de Gandhi, contrairement aux groupes maoïstes, présents dans près d'un tiers du pays, qui croient aux vertus de la lutte armée et de l'action violente².

Bref, dans ce cadre démocratique global, où le droit de manifester est reconnu à tout citoyen, les mouvements et les protestations non seulement se multiplient, mais gagnent chaque fois

2. Outre l'émergence de ces mouvements, notons aussi la forte augmentation des suicides dans les campagnes, qui ont atteint le chiffre de 200 000 ces dernières années, comme conséquence directe des pressions croissantes qui pèsent sur la terre et le secteur agricole.

plus en ampleur. Non violentes généralement, si ce n'est parfois quelques actions d'un nombre limité de protestataires, ces mobilisations n'en déchaînent pas moins la violence de l'État. Et ces événements sont suivis de près par les médias électroniques, à l'affût du moindre dérapage, font l'objet de conversations quotidiennes dans les foyers, et sont très souvent retransmis en direct par des dizaines de chaînes, qui entendent satisfaire ainsi l'appétit de classes moyennes avides de sensation forte, à la manière du cinéma de Bollywood. Cette impression de chaos ambiant se trouve du reste renforcée par la tendance qu'ont les médias à donner la parole à des experts au point de vue diamétralement opposé. Des débats qui font davantage donc monter les décibels dans cette démocratie cacophonique.

Essor et essoufflement du mouvement « anticorruption »

Ces deux dernières années, le monde a vu l'émergence de deux nouveaux types de mobilisation : le mouvement des « indignés » et le mouvement « *Occupy* » (aux États-Unis). À sa manière, l'Inde a aussi été le théâtre d'une vaste mobilisation qui a tenu la population en haleine l'année dernière. Mouvement « anticorruption », il entendait lutter contre la corruption sous toutes ses formes, tant au sein de la petite bureaucratie que dans le monde de l'entreprise et les hautes sphères politiques. Il faut dire que la forte croissance que connaît l'Inde s'est accompagnée d'une circulation accrue de richesse et, avec elle, d'une montée spectaculaire de la corruption financière, impliquant aussi bien des personnalités politiques que des dirigeants d'entreprise. De nombreuses affaires ont ainsi été mises au jour, jusqu'à dans l'organisation même des Jeux du Commonwealth en 2010, suscitant l'exaspération croissante de l'opinion publique, dont ce mouvement servira en quelque sorte de catalyseur.

Figure de proue de cette mobilisation de masse ? Un personnage parfaitement inattendu. Anna Hazare, populairement appelé Anna, est en effet un personnage hors du commun. Venu s'installer dans le village de Relegaon Siddhi dans l'État du Maharashtra, cet ex-chauffeur de l'armée est devenu un pionnier de l'agriculture écologique et de l'utilisation « durable » des ressources. Au point que sa communauté fait aujourd'hui figure de modèle de développement rural tant pour les organisations de la société civile que pour certains programmes mis en place par les pouvoirs publics. Menant

une vie simple et austère dans la plus pure tradition gandhienne, coiffé du fameux chapeau blanc, et vêtu d'une simple robe blanche, Hazare est devenu au fil des ans un symbole d'intégrité et de dévouement, avant de partir en croisade contre la corruption dans son État du Maharashtra.

Après avoir rédigé collectivement une proposition de loi visant à donner au médiateur du peuple (Jan Lokpal) des pouvoirs étendus pour enquêter sur les affaires de corruption et poursuivre leurs responsables, des représentants de la société civile de quelques villes du pays proposèrent à Anna de devenir leur mentor, ce qu'il a accepté. Soutenus par les réseaux sociaux, les médias traditionnels et une grande partie des classes moyennes, ces acteurs créèrent ensuite une plateforme commune, appelée l'Inde contre la corruption (IAC) et, dans un élan spectaculaire, ils confièrent à Anna la mission d'acculer l'Alliance progressive unie au pouvoir, dirigée par le Parti du congrès, à ouvrir des pourparlers. Une délégation comptant pas moins de cinq ministres fut ainsi chargée par le Premier ministre de négocier ce projet de loi avec Anna et des représentants de l'IAC. En dépit de nombreuses réunions, ces négociations, faute d'un accord entre les deux parties, sombrèrent dans l'impasse.

Fort de l'appui croissant des médias, IAC annonça alors de nouvelles actions et Anna se lança dans une grève de la faim, en soutien à la promulgation de la loi. Une foule immense déferla sur les vastes terres de Ramilia à Delhi derrière Anna, installé et jeûnant sur une énorme estrade. L'événement fut couvert en direct 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 par des médias ouvertement favorables au mouvement.

Le mouvement d'Anna frappa très largement les esprits. Les gens organisèrent spontanément des *sit-in* et des manifestations dans tout le pays, vêtus de chapeaux blancs et portant l'inscription « Je suis Anna ». Largement couvertes par les médias, ces mobilisations ébranlèrent fortement le gouvernement qui s'est vu contraint de demander l'ouverture d'une session spéciale au parlement, en présence de Lokpal (médiateur contre la corruption), pour examiner les requêtes des manifestants et leur donner suite. Mais la proposition de loi qui est sortie de ces discussions, jugée trop faible, fut rejetée par le mouvement. Et ce avec d'autant plus de vigueur qu'il était clair pour lui que les querelles habituelles entre partis auraient de toute façon empêché la promulgation de cette loi.

Suite à cet échec, le mouvement, blessé, mais toujours vivant, n'en est devenu que plus féroce. Et Anna se lança dans un nouveau jeûne à l'occasion de l'ouverture du parlement, en août 2012. Mais les médias se désintéressèrent peu à peu de ce mouvement, voire commencèrent à lui être franchement hostiles, tant et si bien que le gouvernement put se permettre d'ignorer et la grève de la faim et les mobilisations.

Plusieurs mois durant, le mouvement d'Anna a remis en question la crédibilité, l'intégrité et le comportement des hommes politiques, des partis et des membres du gouvernement. Il a réclamé l'adoption par le parlement de cette loi au nom du respect de la souveraineté du peuple et de la société civile. Tout en raillant les parlementaires et en les taxant de corrompus, les partisans du mouvement ont largement pointé du doigt les mécanismes électoraux et les jeux politiques en Inde comme l'un des principaux moteurs de la corruption dans le pays. Mais à la grande surprise de tous et à la colère de nombreux partisans, Anna finit par rompre son jeûne pour ensuite annoncer, début août, la dissolution du mouvement, alors en perte de vitesse, et la création, à sa place, d'un parti politique, en vue de concourir aux élections nationales de 2014. Selon ses propres mots : « *L'unique alternative est que les honnêtes gens parviennent au pouvoir pour remplacer les politiciens corrompus.* »

Ces dernières péripéties ont bousculé le traditionnel rapport entre société civile et État, rapport beaucoup étudié en Inde par d'éminents chercheurs. Soulagés, les politiciens et les partis, dans leur très grande majorité, sourient désormais à l'idée de voir ce mouvement se déplacer sur le terrain des luttes électorales. De fait, ils se sentent bien plus à l'aise avec les mécanismes électoraux qu'avec les répertoires d'action de la société civile. Quant aux organisations et aux mouvements sociaux, ils s'en sont trouvés désorientés. Nombre d'entre eux, ayant appuyé le mouvement d'Anna, assimilent ce revirement à une trahison. Après tout, ses responsables n'avaient-ils pas déclaré que participer aux élections ne les intéressait guère ?

Cette décision prise par le mouvement « anticorruption », après avoir longuement fustigé les politiciens et le processus électoral, amena ainsi certains à soupçonner les proches d'Anna de nourrir des ambitions politiques, lesquelles avaient été bridées au plus fort des mobilisations. Finalement, tout en soutenant la décision de ses collègues, Anna a annoncé qu'il ne participerait pas aux élections.

Aucun mouvement social d'envergure n'a autant ébranlé la scène politique indienne que le mouvement d'Anna. Aucun, non plus, ne s'est dilué aussi rapidement.

Traduction de l'anglais : Valérie Gérain et Laurent Delcourt